



Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme  
Service protection de l'environnement  
Dossier suivi par : Magali DARODES  
Tél. : 04 26 52 21 61  
fax : 04 26 52 21 62  
mail : ddpp@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 3 juin 2015

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2015155-0005**

### **PORTANT MISE EN DEMEURE**

### **AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de la SCEA PAGAN dont l'élevage de volailles est  
situé à SOLERIEUX**

**Le Préfet de la DRÔME  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 10-0371 du 01/02/2010 délivré à LA SCEA PAGAN pour l'exploitation de 3 bâtiments permettant d'élever 49000 animaux-équivalents sur la commune de SOLERIEUX concernant notamment la rubrique 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 30/01/2015 suite à la visite de l'élevage du 28/01/2015 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 02/02/2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**VU** les courriers du 02/02/2015 et du 06/05/2015 précisant à la SCEA PAGAN les échéances pour remédier aux faits contraires aux prescriptions applicables relevés sur son exploitation ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 28/01/2015 et à l'examen des éléments documentaires en sa possession, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le plan d'épandage n'est pas à jour
- le cahier d'épandage n'est pas complet
- les teneurs en azote retenues dans les documents agronomiques sont différentes des références régionales
- le contrôle électrique quinquennal de l'installation n'est pas réalisé

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé et que la SCEA PAGAN n'a pas mis en place à l'échéance du 30/03/2015 les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCEA PAGAN de respecter les prescriptions dispositions des articles 17, 27-2 et 37 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **AR R E T E**

**ARTICLE 1** : La SCEA PAGAN est mise en demeure :

- de respecter l'article 27-2 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 en mettant à jour le plan d'épandage et notamment en le complétant des îlots manquants (liste et cartographie)
- de respecter l'article 37 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 en mettant en place un cahier d'épandage complété des rubriques manquantes listées dans le rapport d'inspection
- de respecter l'article 27-4 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 en faisant réaliser une analyse du taux de matière sèche et de la teneur en N, P, K des fientes et du fumier produits et de les joindre au plan d'épandage complété pour satisfaire aux modalités de calcul de son dimensionnement
- de respecter l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 en faisant réaliser le contrôle quinquennal de l'installation électrique et en le transmettant à l'inspection avec le cas échéant un devis accompagné d'un échéancier de réalisation des éventuels travaux à effectuer.

**au plus tard 30 jours après la notification du présent arrêté.**

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à la SCEA PAGAN pour son site situé à Solérieux. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Solérieux et tenue à disposition du public.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et Monsieur le Directeur de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Solérieux
- la SCEA PAGAN

Fait à Valence, le 3 juin 2015  
Le Préfet,  
Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Etienne DESPLANQUES